

Aux côtés du peuple de Polynésie pour la dissolution de l'Assemblée du territoire et de nouvelles élections

La motion de censure votée le samedi 9 octobre est un acte terrible et dramatique pour la démocratie en Polynésie. Elle représente la trahison du vote populaire du 23 mai dernier qui a souhaité le changement.

*Les manœuvres basement politiciennes de Gaston Flosse soutenues par la ministre des DOM-TOM Brigitte Girardin et le président de la République ne visent qu'à couvrir les turpitudes d'un système qui a dominé sans partage les institutions depuis 20 ans, accaparé la terre, spolié les tahitiens, pillé les finances du territoire. Le changement pacifique du 23 mai 2004 correspondait au ras-le-bol, à l'exaspération de la majorité de la population exclue de la vie politique depuis des années. La politisation des administrations, la mégalomanie des projets de Gaston Flosse, le clientélisme, la corruption ont été rejetés par une partie des classes moyennes favorisées et des classes populaires. 20 % de chômeurs, une économie au ralenti et sous perfusion depuis la fin des essais nucléaires, des archipels laissés à l'abandon par le pouvoir central de Papeete, un accès très inégal à l'eau potable, une crise du logement social : le bilan du "système Flosse" scandalisait plus d'un tahitien. La défaite du 23 mai n'a jamais été acceptée ni par le pouvoir chiraquien, ni par ses amis polynésiens. Ils ont entrepris de faire monter les tensions pour en finir avec la transition démocratique : rumeurs, pressions et chantages directs du ministre des DOM-TOM, achats des conseillers, envoi dès juin de compagnies de gendarmes mobiles. Face à cette nouvelle situation les démocrates, les amis de la Polynésie ne peuvent qu'être très inquiets. La dissolution de l'Assemblée s'impose comme la seule sortie de crise acceptable. Il est urgent de laisser au peuple polynésien et à lui seul le libre choix de sa destinée. Il faut **DISSOUDRE L'ASSEMBLÉE POUR RETOURNER DEVANT LE PEUPLE**.*

Démocrates épris de justice sociale, solidaires avec le peuple polynésien qui a déjà souffert de par le passé des essais nucléaires de la France, nous appelons toutes les forces associatives, syndicales, politiques et l'opinion publique à réagir et à soutenir le combat du peuple polynésien pour la démocratie.

Paris, le 14 octobre 2004

40 000 polynésiens ont signé une pétition pour la dissolution. En une semaine, plus de 1000 citoyens de la métropole ont signé cet appel de soutien

***Parmi les 1 000 premières signatures :** Catherine Alfarroba, maire-adjointe de Clichy ; Bernard Alleton, imprimeur ; Elisabeth Alliès, chercheuse ; Jean-Yves Barrère (Cedetim) ; Bruno Barrillot (CDRPC) ; Denis Baupin, maire-adjoint de Paris aux transports ; Francine Bavay, vice-présidente Conseil régional Ile-de-France ; Tarek Ben Hiba, Conseiller régional Ile-de-France ; Jean-luc Bernet, section PS, Conseiller municipal Vauvert ; Olivier Besancenot (porte-parole LCR) ; Martine Billard député Paris ; Marie-Christine Blandin, sénatrice ; Michel Bock, vice-pdt de la communauté d'agglomération de St-Quentin en Yvelines ; Khadidja Bourcart, maire-adjointe de Paris à l'Intégration et à la citoyenneté ; José Bové, (Confédération paysanne) ; Rémy Bovis ; Philippe Brachet ; François Brun ; Pierre Caminade ; Dominique cloarec ; conseillère municipale de Levallois ; Michel Cantal Dupart, architecte ; Yves Cochet, député de Paris, ancien ministre ; François Colcombet (Président de la Convention pour la VI^e République - C6R) ; Michele Comps, Conseillère régionale Languedoc ; Sergio Coronado, maire-adjoint Paris 14^e ; Suzanne Coulet, maire adj., St-Christol-lez-Ales, conseil national du PS ; Robert Cremieux (administrateur ATTAC) ; Jean Desessard, Sénateur ; John Toranui Doom, coordinateur Moruroa e tatou ; Faycal Douhane, Président du Club Polethique ; Bernard Dréano (Président de l'association Helsinki citizens ; Mireille Ferri, Vice présidente du Conseil régionale Ile-de-France ; Gérard Filoche, inspecteur du travail ; Daniel Fillol ; Hélène Flautre, présidente de la Commission des Droits de l'homme du Parlement européen ; Alexandre François, chercheur ; Monseigneur*

Jacques Gaillot ; Françoise Galland, journaliste ; Sylvain Garel, conseiller de Paris ; Maurice Godelier ; Jean-Pierre Guis , Maire-adj. Paris 12 ; Gérard Halié (Mouvement de la Paix) ; Eric Halphen ; Jean Hosteins, professeur à la retraite ; Rémy Lacrampe, maître de conférences ; Isabelle Leblic, chercheuse ; Lucien le Com, Conseiller Municipal de Petit Couronne (76) ; Alain Lipietz député européen ; Pénélope Komites, maire-adjointe de Paris ; Alain Krivine (porte-parole LCR) ; Pierre Larotourrou ; Gilles Lemaire (secrétaire national des Verts ; Claudette Brunet Lechenault, Vice-Présidente du PRG, membre du Conseil Economique et Social ; Noël Mamère, député de Gironde ; Marie Pierre Martinet, conseillère de Paris ; Ahmed Méguini (Mouvement Spontané) ; Mireille Mendès-France ; Corinne Perron (USTKE) ; Ludovic Roche, Président d'ASPARO ; Corinne Ruffet, conseillère régionale ; Jacques Soncin, Président de Fréquence Paris Pluriel et de l'union des radios communautaires de l'aire francophone ; Gérard Onesta ; Christian Paul, député, ancien ministre ; Didier Claude Rod, ancien député européen, Vice-Président du Parlement européen ; Serge Le Quéau (Bureau national d'ATTAC) ; Alain Riou, conseiller de Paris ; Florent Schaeffer (Cedetim) ; Nicole Stamm, vice-pdt aggro. de Montpellier ; Séverine Tessier, Présidente d'Anticor ; JeanLuc Touly (asso. Contrat mondial de l'eau) ; François-Xavier Verschave ; Dominique Voynet, sénatrice, ancien ministre ; Gilbert Wasserman, journaliste ; Yann Wehring, porte-parole national des Verts ; Laurent Ziegelmeier ; Arlette Zilberg, maire-adjointe Paris 20°, ...

Anticor, AESK (Association des Etudiants et stagiaires Kanaks), Asparo (association de soutien aux prisonniers politiques de l'ouest), Association Défendre et développer la démocratie(1976), ATTAC, CDRPC, Cedetim, Convention pour la VI^e république, La Manca nazionale (Corse), Indepenza (Corse), LCR, Mouvement de la Paix, Survie, Les Verts,

Nom	Prénom	Profession/fonction	Adresse	téléphone	email	signature

Reproduisez cet appel et faites le signer autour de vous.

contact : democratiepolynesie@yahoo.fr

Comité pour la démocratie en Polynésie, c/o Patrick Farbiaz, 59 rue Saint Blaise, 75020 Paris

Les 4 objectifs du Comité pour la démocratie en Polynésie

- 1. La dissolution de l'assemblée de Polynésie et la tenue de nouvelles élections.**
- 2. La transparence sur la gestion de Gaston Flosse, les présomptions de corruption, de clientélisme, la mise en lumière des agissements du GIP (groupement d'intervention de Polynésie), la milice au service de Gaston Flosse.**
- 3. Le respect des engagements financiers pris par l'Etat suite à la fermeture du site nucléaire de Moruroa et le contrôle de la répartition équitable des financements.**
- 4. La poursuite de l'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et environnementales des essais nucléaires et les réparations qui s'imposent.**